

Avis administratifs

7361126701 - AA



PREFECTURE D'ILLE-ET-VILAINE

Secrétariat général Direction de la Coordination Interministérielle et de l'Appui Territorial Bureau de l'Environnement et de l'Utilité Publique AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du préfet d'Ille-et-Vilaine, il sera procédé, à la demande de la Région Bretagne, à l'ouverture d'une enquête publique du mardi 16 avril 2024 au vendredi 17 mai 2024, en vue du projet d'aménagement des infrastructures maritimes et terrestres du terminal du Naye, sur la commune de Saint-Malo.

Les pièces du dossier, comprenant notamment une étude d'impact et l'avis de l'autorité environnementale seront mises à disposition du public, pendant toute la durée de l'enquête :

- au siège de l'enquête, à la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme de Saint-Malo, 27, quai Duguay-Trouin, 35400 Saint-Malo.

- sur le site internet de la préfecture : <http://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/ep-loisrleau>

- sur le site internet de la Région Bretagne : <https://atelier.bretagne.bzh/>

- sur un poste informatique mis à la disposition du public dans le hall de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 16 h 00 (sur rendez-vous au 02 21 86 24 79)

- sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme de Saint-Malo, siège de l'enquête.

Des observations et propositions sur le projet peuvent être formulées :

- au siège de l'enquête, à la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme de Saint-Malo, 27, quai Duguay-Trouin, 35400 Saint-Malo, sur le registre d'enquête ouvert à cet effet, coté et paraphé par le commissaire enquêteur ;

- par courrier, à l'attention de la commission d'enquête adressée à la Direction des Ports de la Région Bretagne, à l'adresse suivante : 283, avenue du Général Patton, 35711 Rennes ;

- par voie électronique :

- à l'adresse suivante: pref-enquete-publicques@ille-et-vilaine.gouv.fr en précisant en objet «Terminal du Naye - Saint-Malo»

- sur le registre dématérialisé de la Région Bretagne : <https://atelier.bretagne.bzh/>

Les transmissions électroniques seront consultables, dans les meilleurs délais, sur le site internet susmentionné de la Région Bretagne. Les observations sur le registre sont consultables à la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme de la mairie de Saint-Malo.

Les membres de la commission d'enquête, désignés par le président du tribunal administratif de Rennes, recevront les observations écrites où orales du public à la Direction de l'aménagement et de l'urbanisme de la mairie de Saint-Malo :

- mardi 16 avril 2024 de 9 h 00 à 12 h 15,

- jeudi 25 avril 2024 de 14 h 00 à 17 h 00,

- vendredi 3 mai 2024 de 9 h 00 à 12 h 15 puis de 14 h 00 à 17 h 00,

- samedi 11 mai 2024 de 9 h 00 à 12 h 15,

- vendredi 17 mai de 9 h 00 à 12 h 15 puis de 14 h 00 à 17 h 00.

Pendant un an à compter de la clôture de l'enquête publique, toute personne intéressée pourra prendre connaissance à la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sur son site internet et sur le site internet de la Région Bretagne, du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est une autorisation environnementale formalisée par un arrêté préfectoral ou un refus.

**Pour le préfet, 21 mars 2024,
Le Secrétaire général, Pierre LARREY.**

7363235201 - AA



ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté municipal en date du 8 avril 2024, le maire de Saint-Broladre a ordonné l'ouverture d'une enquête publique en vue de la révision du zonage d'assainissement aux lieux-dits Le Pont Petit et Gérault avec extension sur la commune de Saint-Macran au lieu-dit Le Grand Gérault.

A cet effet, M. Yves-Hubert GUÉNIOT a été désigné par le président du Tribunal administratif de Rennes comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera dans les mairies de Saint-Marcen et de Saint-Broladre pendant 33 jours, du 6 mai au 7 juin 2024 inclus, aux jours et heures d'ouverture habituels des 2 mairies.

Le commissaire enquêteur recevra le public à la mairie de Saint-Broladre le lundi 6 mai de 9 h 00 à 12 h 30, à la mairie de Saint-Marcen le samedi 25 mai de 9 h 00 à 12 h 00 et à la mairie de Saint-Broladre le vendredi 7 juin de 14 h 00 à 17 h 00.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être consignées sur un registre d'enquête présent dans les deux mairies ; ou adressées par écrit auprès de M. Le Maire de Saint-Marcen 6, Le Bourg 35120 Saint-Marcen à l'attention du commissaire enquêteur ; ou par voie électronique à l'adresse mairie.saint.marcen@wanadoo.fr.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, dès réception en mairie.

7363051801 - AA



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Par arrêté municipal en date du 4 avril 2024, le maire de Saint-Marcen a ordonné l'ouverture d'une enquête publique en vue de la révision du zonage d'assainissement sur le lieu-dit Le Grand Gérault avec extension sur la commune de Saint-Broladre sur les lieux-dits Le Pont Petit et Gérault.

A cet effet, M. Yves-Hubert GUÉNIOT a été désigné par le Président du tribunal administratif de Rennes comme commissaire enquêteur.

L'enquête se déroulera dans les mairies de Saint-Marcen et de Saint-Broladre pendant 33 jours, du 6 mai au 7 juin 2024 inclus, aux jours et heures d'ouverture habituels des 2 mairies.

Le commissaire enquêteur recevra le public :

- à la mairie de Saint-Broladre, le lundi 6 mai de 9 h 00 à 12 h 30 ;

- à la mairie de Saint-Marcen le samedi 25 mai de 9 h 00 à 12 h 00 ;

- à la mairie de Saint-Broladre le vendredi 7 juin de 14 h 00 à 17 h 00.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront être consignées sur un registre d'enquête présent dans les deux mairies ; ou adressées par écrit auprès de M. le maire de Saint-Marcen 6, Le Bourg, 35120 Saint-Marcen à l'attention du commissaire enquêteur ; ou par voie électronique à l'adresse : mairie.saint.marcen@wanadoo.fr

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public, dès réception en mairie.

**Le maire
Louis LEPORT.**



Infogreffe.fr : un accès direct aux informations des Greffes des Tribunaux de Commerce.



Grefe du Tribunal de Commerce de Saint-Malo

7360250301 - AA



Projet de modification n°1 du règlement de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AVAP) ENQUÊTE PUBLIQUE

Du lundi 15 avril 2024 au jeudi 16 mai 2024 inclus.

Par arrêté en date du 13 mars 2024, M. le maire de Combourg a décidé de soumettre à enquête publique, pour une durée de 32 jours consécutifs, le dossier de création de l'Aire de mise en Valeur de l'Architecture et du Patrimoine.

L'AVAP a pour objet de promouvoir la mise en valeur du patrimoine bâti et des espaces dans le respect du développement durable. Elle est fondée sur un diagnostic architectural, patrimonial et environnemental, afin de garantir la qualité architecturale des constructions existantes et à venir ainsi que l'aménagement des espaces. Le projet d'AVAP est une servitude d'utilité publique annexée au Plan Local d'Urbanisme. Elle se substitue à la Zone de Protection du Patrimoine Architectural Urbain et Paysager (ZPPAUP), en application du décret 2011-1903 du 19 décembre 2011.

À l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions de la commissaire enquêtrice seront transmis à la commission locale de l'AVAP qui émettra un avis sur les suites à donner au dossier. A l'issue de l'enquête publique, la ville de Combourg saisira le préfet d'Ille-et-vilaine pour accord sur le projet. Après accord du préfet, le projet d'AVAP, éventuellement amendé pour tenir compte de l'avis du commissaire enquêteur, sera soumis à l'approbation du conseil municipal.

Mme Marie-Jacqueline MARCHAND a été désignée en qualité de commissaire enquêtrice par le président du tribunal administratif en date du 26 février 2024.

Les personnes intéressées pourront prendre connaissance des dossiers et présenter leurs observations sur les registres associés à cet effet, à la mairie de Combourg, rue de la mairie, pendant 32 jours consécutifs aux jours et heures habituels d'ouverture au public de la mairie (sauf samedis, dimanches et jours fériés) :

- du lundi 15 avril 2024, 9 h 00 au jeudi 16 mai 2024, 17h 00 inclus,

- et aux autres jours suivants :

- du lundi au jeudi : de 8 h 30 à 12 h 00

- et de 14 h 00 à 17 h 30 ;

- le vendredi : de 8h30 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00.

Le dossier sera également consultable sur le site internet de la ville de Combourg : <http://www.combourg.bzh>

Le commissaire enquêteur tiendra une permanence à la mairie les :

- mardi 16 avril 2024 de 14 h 00 à 17 h 00 ;

- mercredi 24 avril 2024 de 14 h 00 à 17 h 00 ;

- jeudi 16 mai 2024 de 14 h 00 à 17 h 00.

Le rapport, les conclusions et avis du commissaire enquêteur seront transmis au maire de Combourg. Ils seront tenus à la disposition du public à la mairie de Combourg, au service urbanisme et sur son site internet et ce pendant un an compter de la date de clôture de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture au public. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication. Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès du service urbanisme de la ville de Combourg.

7363186101 - AA

Département d'Ille et Vilaine

Actualisation de la zone de préemption environnementale su le territoire de Saint-Malo

AVIS ADMINISTRATIF

«Conforter la maîtrise foncière sur les sites majeurs en vue d'une gestion cohérente et efficace» est l'un des axes stratégiques du schéma départemental des espaces naturels sensibles.

Pour conforter son action foncière et conformément à l'article L 113-8, 215-1 et suivants du Code de l'urbanisme, le Département a la possibilité de mettre en place des zones de préemption. C'est dans ce cadre que le Département a mis sur l'ensemble du territoire départemental en concertation avec les communes, plusieurs zones de préemption représentant près de 6 000 hectares en Ille-et-Vilaine. Au fil des années le Département a constaté quelques incohérences avec les périmètres initialement actés et l'évolution de certains documents d'urbanisme. C'est dans ce contexte que plusieurs communes ont été sollicitées pour actualiser le périmètre de la zone de préemption environnementale.

Par délibération du Conseil municipal en date du 21 septembre 2023, la commune de Saint-Malo a approuvé le périmètre proposé par le Département. De même, les membres de la commission permanente du Conseil départemental réunis le 8 avril 2024, ont acté ce périmètre.

Les plans de délimitation s'y rapportant sont consultables en mairie de Saint-Malo ainsi qu'au Département d'Ille et Vilaine.

Vie des sociétés

7360601401 - VS

V&V INVEST

Société par actions simplifiée
Au capital social de 50 000 euros

Siège social :

19, rue du Général Maurice-Guillaudot
35000 RENNES

N° 838 543 403 RCS Rennes

AVIS

Aux termes d'un procès-verbal du 27 février 2024, l'Assemblée Générale des actionnaires a nommé la société FHL INVEST, société à responsabilité limitée, au capital social de 1 500 euros dont le siège social est situé 2, allée du Tertre, 35137 Bédée et immatriculée 920 336 039 RCS Rennes, en qualité de directrice générale pour l'ensemble des activités mentionnées dans l'objet social, à compter du 1er février 2024, pour une durée indéterminée.

Pour avis.

7363548801 - VS

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 11 avril 2024, à Saint-Malo.

Dénomination : LES COPAINS À BORD.

Forme : société civile immobilière.

Objet : l'acquisition de biens immobiliers de toute nature, la propriété, l'administration, la gestion par bail de location, de sous location, ou autrement de biens immobiliers, la disposition des biens dont elle sera propriétaire par voie d'acquisition, échange, apports, construction ou autrement ; tous placements de capitaux sous toutes formes, y compris la souscription ou l'acquisition de toutes actions, obligations, parts sociales ; éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutiles à la société, au moyen de vente, échange ou apport en société.

Durée de la société : 99 ans.

Capital social fixe : 1 000 euros.

Cession de parts et agrément : les parts sociales ne peuvent être cédées qu'avec un agrément donné dans les conditions d'une décision collective extraordinaire, et ce, même si les cessions sont consenties au conjoint ou à des ascendants ou descendants du cédant. Toutefois, seront dispensées d'agrément les cessions consenties à des associés.

Siège social : 5, chemin des Hauts-Murs, 35400 Saint-Malo.

La société sera immatriculée au RCS Saint-Malo.

Gérant : M. Stéphane DEGANO, demeurant 5, chemin des Hauts-Murs, 35400 Saint-Malo.

Pour avis.

7362982501 - VS



CESSION DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte électronique reçu par Me Gwenoël CAROFF, notaire à Redon (35) le 8 avril 2024, en cours d'enregistrement au SDE de Rennes.

La SELARL DAVID, GOIC & associés prise en la personne de Me Benjamin BRILLAUD 39, rue du Capitaine-Maignan, CS 34433, (35) Rennes Cedex, agissant en qualité de mandataire judiciaire et liquidateur à la procédure de liquidation judiciaire à la procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de la société dénommée LE STAND, société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros, dont le siège est à Redon (35), 3, place de Bretagne, identifiée au Siren sous le numéro 530 306 745 et immatriculée au RCS de Rennes.

A cédé à :

La société dénommée 4M, société par actions simplifiée au capital de 100 euros, dont le siège est à Redon (35), 8, rue Notre-Dame, identifiée au Siren sous le numéro 924 774 243 et immatriculée au RCS de Rennes.

Un fonds de commerce de bar pur et brasserie sis à Redon (35600), 3, place de Bretagne, connu sous le nom commercial "LE REDONNAIS", et pour lequel il est immatriculé au RCS de Rennes, sous le numéro 530 306 745.

Prix : soixante mille euros (60'7000 euros), s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour vingt-cinq mille euros (25'0000 euros) ;

- au matériel pour trente-cinq mille euros (35'0000 euros).

Entrée en jouissance : le 8 avril 2024.

Oppositions : Selarl DAVID, GOIC & Associés Me Benjamin BRILLAUD 39, rue du Capitaine-Maignan, CS 34433, 35044 Rennes Cedex, agissant en qualité de mandataire judiciaire dans les 10 jours suivant la dernière date de la présente insertion et de la publicité au Bodacc.

**Pour insertion,
Le Notaire.**

7362555001 - VS



SARL LES DOMAINES

Société à responsabilité limitée

Au capital de 5 000 euros

Siège social : Les Domaines

35310 CHAVAGNE

813 338 936 RCS Rennes

AVIS DE MODIFICATIONS

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire en date du 01/03/2024 et du procès-verbal de la gérance en date du 04/04/2024, le capital social a été réduit d'une somme de 500 euros, pour être ramené de 5 000 euros à 4 500 euros par rachat et annulation de 50 parts sociales.

La modification des statuts appelle la publication des mentions antérieurement publiées et relatives au capital social suivantes :

Article 7 - Capital

Ancienne mention : "Le capital social est fixé à 5 000 euros."

Nouvelle mention : " Le capital social est fixé à la somme de quatre mille cinq cents (4 500) euros."

**Pour avis
La Gérance.**

7363156201 - VS



AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 1er avril 2024.

Il a été institué une exploitation agricole à responsabilité limitée (E.A.R.L.) sous la forme d'une société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, à l'exclusion de l'article 1844-5, puis par les articles L.324-1 à L.324-10 du Code rural et de la pêche maritime, présentant les caractéristiques suivantes :

- Dénomination : DU GRAIN AU PÉTRIN.

- Siège : 6, La Maussonnière, 35131 Pont-Péan.

- Durée : 99 ans.

- Objet : l'exercice d'activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle.

- Capital : 7 500 euros constitué au moyen d'apports en nature.

- Gérance : a été nommé gérant de la société sans limitation de durée : Monsieur Pierre-Yves HELUARD et Madame Manon HELUARD.

**Pour avis,
La Gérance.**

7363550601 - VS



AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seings privés en date du 1er avril 2024 il a été institué une exploitation agricole à responsabilité limitée (EARL) sous la forme d'une société civile régie par les articles 1832 et suivants du Code civil, à l'exclusion de l'article 1844-5, puis par les articles L.324-1 à L.324-10 du Code rural et de la pêche maritime, présentant les caractéristiques suivantes :

- Dénomination : LAPE.

- Siège : 3, Les hauts de Lapé, 35550 Sixt-sur-Aff.

- Durée : 99 ans.

- Objet : l'exercice d'activités correspondant à la maîtrise et à l'exploitation d'un cycle biologique de caractère végétal ou animal et constituant une ou plusieurs étapes nécessaires au déroulement de ce cycle ;

- Capital : 7 500 euros, constitué uniquement au moyen d'apports en numéraire.

- Gérance : ont été nommés gérants de la société sans limitation de durée :

- M. Jean-Jacques ROBLIN, demeurant à Le Rocher, 35550 Sixt-sur-Aff.

- M. Charles ROBLIN, demeurant à 9, avenue de la Grotte, 35550 Sixt-sur-Aff.

**Pour avis
La Gérance.**

7362897701 - VS



EARL DE LA PECHERIE

Société civile

Au capital de 72 000 euros

Siège social : La Pêcherie

35150 PIRÉ-CHANCÉ

403 795 412 RCS Rennes

MODIFICATIONS STATUTAIRES

Suivant délibération du 01/02/2024, en date d'effet au 01/02/2024 l'assemblée des associés a décidé :

- l'augmentation du capital social à 141 200 euros ;

- l'actualisation du siège social au 27, La Pêcherie 35150 Piré-Chancé ;
- de transformer l'EARL en SCEA désormais dénommée « DE LA PECHERIE ». Cette transformation n'entraîne pas création d'une personne morale nouvelle. Aucune modification n'est apportée à l'objet, à la durée de la société.

Modifications seront faites au Greffe du TC de Rennes.

Pour avis